

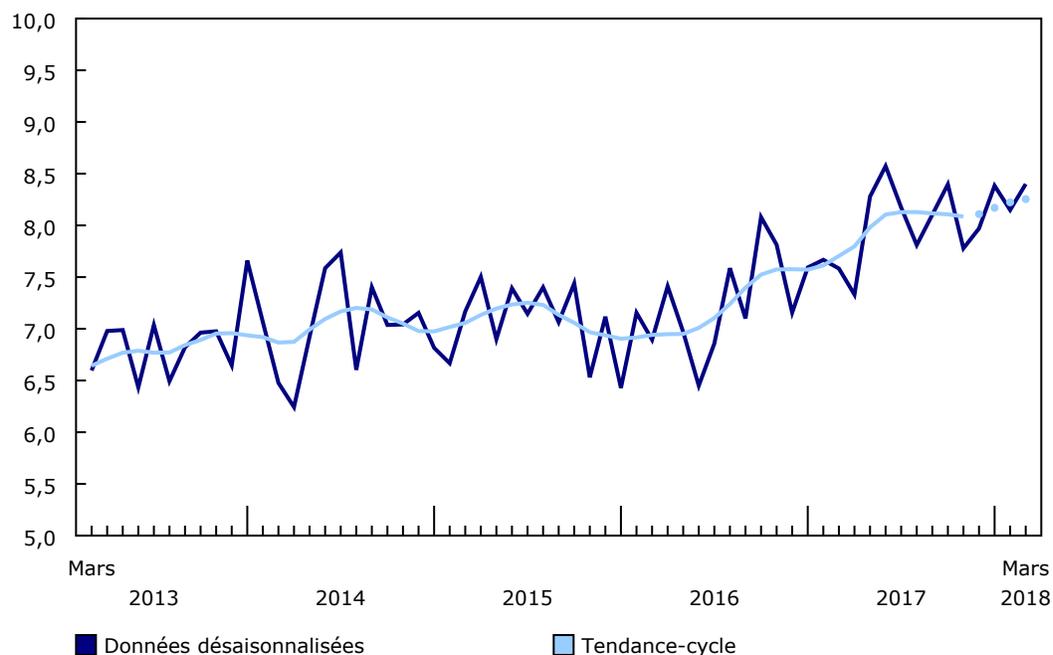
Permis de bâtir, mars 2018

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 9 mai 2018

En mars, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes a crû de 3,1 % pour se chiffrer à 8,4 milliards de dollars, après avoir connu une baisse de 2,8 % le mois précédent. L'augmentation est surtout attribuable à l'accroissement des intentions de construction dans la composante des logements multifamiliaux, en particulier au Québec et en Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, dans la composante commerciale.

Graphique 1 Valeur totale des permis de bâtir

milliards de dollars

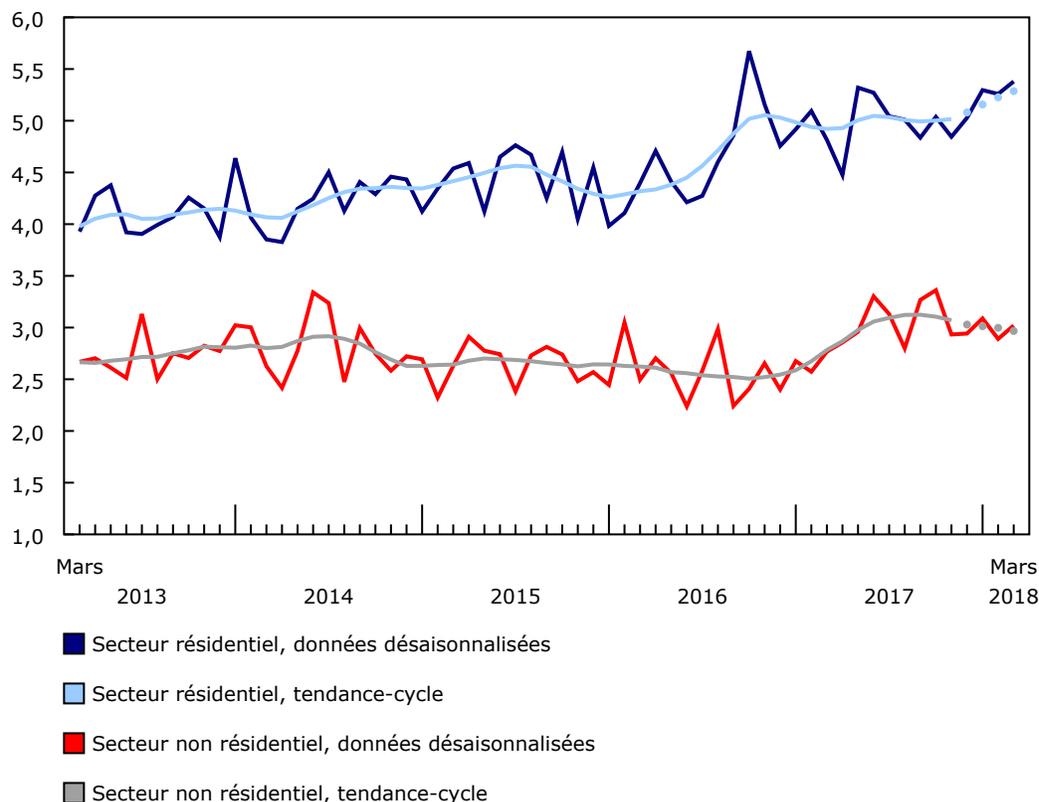


Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez lire la note aux lecteurs.
Source(s) : Tableau CANSIM 026-0021.



Graphique 2 Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez lire la note aux lecteurs.
Source(s) : Tableau CANSIM 026-0021.

Secteur résidentiel : la hausse dans la composante des logements multifamiliaux contrebalance la baisse dans la composante des logements unifamiliaux

En mars, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités dans le secteur résidentiel s'est établie à 5,4 milliards de dollars, en hausse de 2,3 % par rapport à février. La hausse marquée dans la composante des logements multifamiliaux a plus que contrebalancé la baisse des intentions de construction de logements unifamiliaux. Bien que huit provinces aient enregistré des baisses dans le secteur résidentiel en mars, les hausses des intentions de construction au Québec (+373,8 millions de dollars) et en Colombie-Britannique (+179,5 millions de dollars) ont fait croître la valeur totale des permis de bâtir à l'échelle nationale.

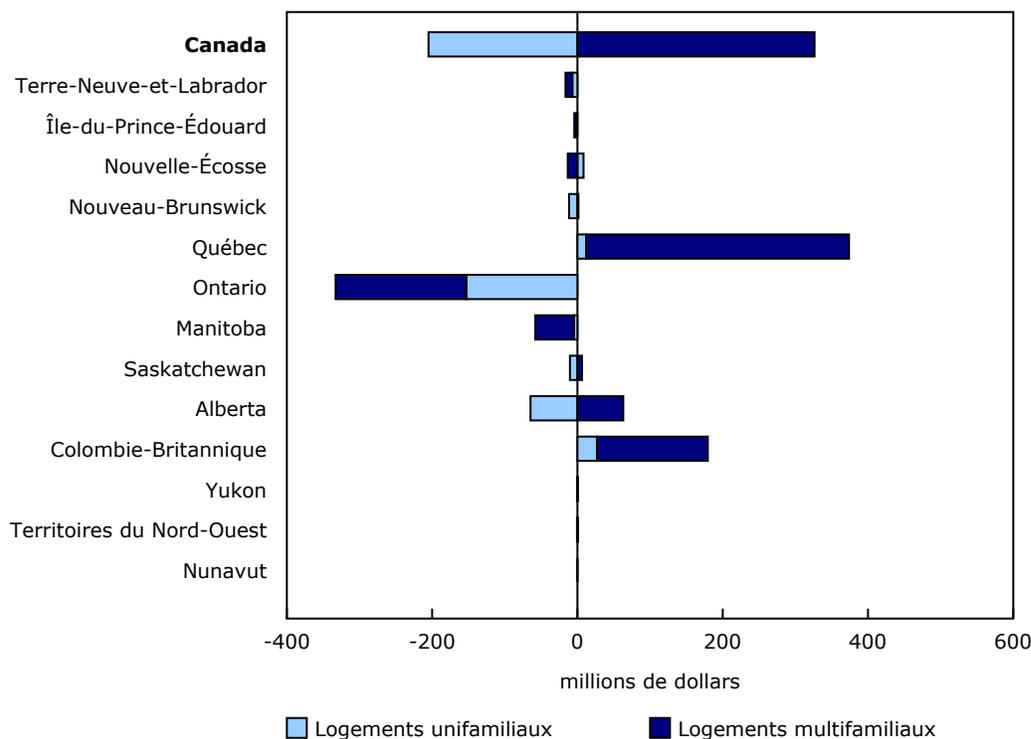
La valeur des permis de bâtir de logements multifamiliaux a augmenté de 12,2 % pour se chiffrer à un sommet de 3,0 milliards de dollars en mars. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des intentions de construction d'immeubles d'appartements. Le Québec et la Colombie-Britannique ont enregistré les hausses les plus prononcées dans la composante des logements multifamiliaux, lesquelles étaient attribuables aux immeubles d'appartements et, dans une moindre mesure, aux maisons en rangée.

En revanche, dans la composante des logements unifamiliaux, les intentions de construction ont diminué de 7,9 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars en mars, et c'est l'Ontario qui a enregistré la baisse la plus prononcée (-13,7 % ou -153,1 millions de dollars). La région métropolitaine de recensement (RMR) de Toronto a fait état de la

baisse la plus marquée dans la composante des logements unifamiliaux, les intentions de construction s'étant repliées de 27,6 % dans la RMR pour s'établir à 302,3 millions de dollars. Il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle consécutive.

Graphique 3

Variation d'un mois à l'autre de la valeur des permis de bâtir résidentiels, mars 2018



Source(s) : Tableau CANSIM 026-0021.

Secteur non résidentiel : les intentions de construction plus fortes dans la composante commerciale entraînent la croissance dans le secteur

La valeur des permis de bâtir dans le secteur non résidentiel a connu une hausse de 4,5 % pour atteindre 3,0 milliards de dollars en mars, après avoir enregistré une baisse de 6,4 % le mois précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, mais atténuée par une baisse dans la composante institutionnelle. En mars, six provinces ont enregistré des hausses de la valeur des permis de bâtir dans le secteur non résidentiel, la Colombie-Britannique venant en tête. Il s'agit aussi de la seule province qui a enregistré des hausses dans les trois composantes du secteur non résidentiel.

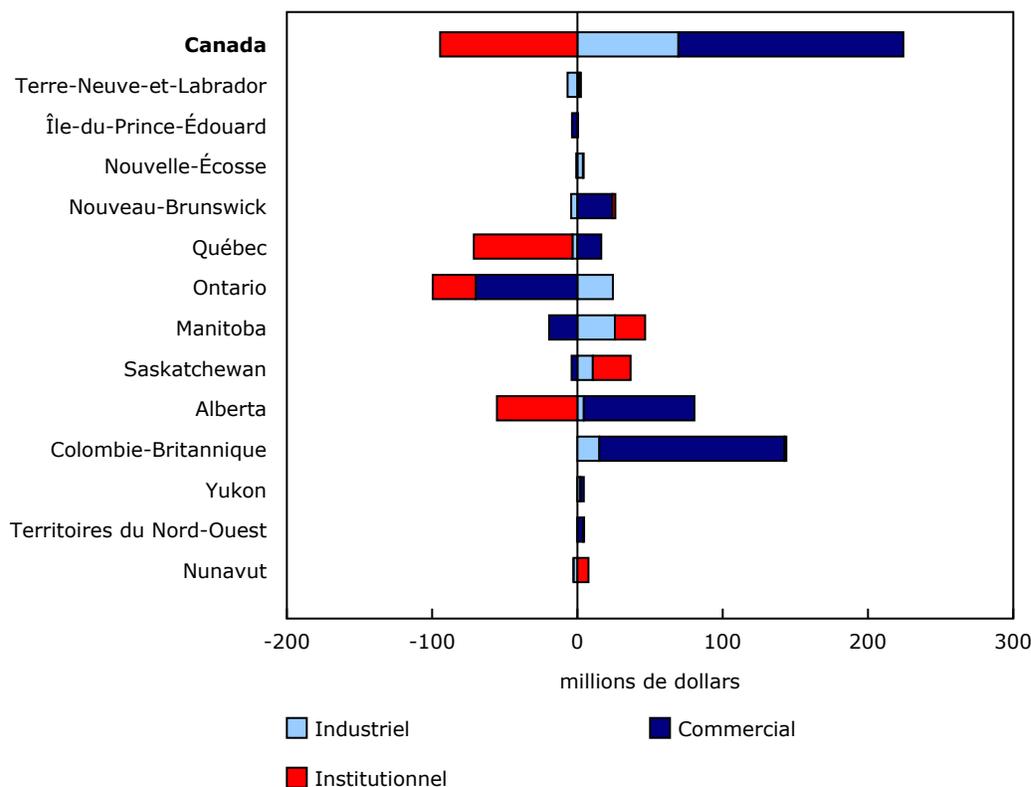
En mars, les intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale ont augmenté de 10,0 % pour atteindre 1,7 milliard de dollars. La Colombie-Britannique a inscrit la hausse la plus prononcée des intentions de construction dans la composante commerciale (+59,3 %), laquelle découle d'une croissance de l'activité de construction d'immeubles de bureaux.

Par ailleurs, dans la composante industrielle, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 11,6 % pour s'établir à 666,5 millions de dollars en mars, en raison surtout d'une hausse des intentions de construction de bâtiments liés au secteur industriel primaire, y compris les bâtiments agricoles et les serres.

La composante institutionnelle a reculé de 12,7 % pour s'établir à 647,7 millions de dollars en mars, et ce sont le Québec et l'Alberta qui ont affichés les baisses les plus prononcées. À l'échelle nationale, la diminution des intentions de construction d'hôpitaux a contribué à la baisse.

Graphique 4

Variation d'un mois à l'autre de la valeur des permis de bâtir non résidentiels, mars 2018



Source(s) : Tableau CANSIM 026-0021.

Premier trimestre : la valeur des logements multifamiliaux à l'origine de la hausse

Au premier trimestre de 2018, la valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités canadiennes s'est établie à 24,9 milliards de dollars, en hausse de 3,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.

Cette hausse à l'échelle nationale est principalement attribuable aux intentions de construction de logements résidentiels, qui ont augmenté de 6,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2017 pour s'établir à 15,9 milliards de dollars au premier trimestre de 2018. La hausse de 18,4 % dans la composante des logements multifamiliaux a plus que contrebalancé la baisse de 3,5 % dans la composante des logements unifamiliaux.

En revanche, dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de bâtir a reculé de 2,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2017 pour se situer à 9,0 milliards de dollars au premier trimestre de 2018. Ce recul s'explique par une baisse de l'activité dans les composantes industrielle et institutionnelle.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison d'un mois à l'autre par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités, lesquelles représentent 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction ont peu d'incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées dans ce communiqué ne comprend pas les travaux d'ingénierie (p. ex. les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni les terrains.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Ottawa et la partie Gatineau.

Sauf avis contraire, les faits saillants font référence aux dollars courants désaisonnalisés et sont classés en fonction des variations en dollars plutôt que des variations en pourcentage.

Les composantes des bâtiments

Logement unifamilial : immeuble résidentiel comprenant un seul logement (par exemple, maison individuelle, bungalow, maison siamoise (liée à une autre maison par la fondation)).

Logement multifamilial : immeuble résidentiel comprenant plusieurs logements (par exemple, appartement, appartement en copropriété, maison en rangée, maison jumelée).

Bâtiment industriel : tout bâtiment utilisé dans la transformation ou la production de biens, ou lié aux domaines des transports et des communications.

Bâtiment commercial : tout bâtiment utilisé dans le commerce ou la distribution de biens et de services.

Bâtiment institutionnel et gouvernemental : tout bâtiment servant à abriter des services publics et parapublics tels que les édifices liés à la santé et au bien-être, à l'éducation, à l'administration publique ainsi que les bâtiments religieux.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours peuvent faire l'objet d'une révision selon les réponses reçues tardivement. Les données désaisonnalisées ont été révisées pour les deux mois précédents. Les données non désaisonnalisées ont été révisées pour le mois précédent seulement.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations sont disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et pourraient même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Pour obtenir des renseignements sur les données des tendances-cycle, consultez le [Blogue de StatCan](#) et la page [Estimations de la tendance-cycle — Foire aux questions](#).

Prochaine diffusion

Les données des permis de bâtir d'avril seront diffusées le 6 juin.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

	Mars 2017	Janvier 2018 ^r	Février 2018 ^r	Mars 2018 ^p	Février à mars 2018	Mars 2017 à mars 2018
	millions de dollars			variation en %		
Total	7 582,6	8 383,8	8 148,7	8 400,0	3,1	10,8
Résidentiel	4 815,3	5 296,2	5 258,6	5 380,0	2,3	11,7
Unifamilial ¹	2 718,5	2 612,9	2 583,5	2 378,5	-7,9	-12,5
Multifamilial	2 096,8	2 683,3	2 675,1	3 001,6	12,2	43,2
Non résidentiel	2 767,3	3 087,6	2 890,1	3 019,9	4,5	9,1
Industriel	548,5	557,9	597,0	666,5	11,6	21,5
Commercial	1 405,8	1 703,3	1 550,9	1 705,7	10,0	21,3
Institutionnel	813,0	826,3	742,2	647,7	-12,7	-20,3
	nombre d'unités			variation en %		
Logements totaux	17 668	19 129	18 635	19 139	2,7	8,3
Unifamilial ¹	6 055	5 941	5 839	5 232	-10,4	-13,6
Multifamilial	11 613	13 189	12 796	13 907	8,7	19,8

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [026-0021](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

	Mars 2017	Janvier 2018 ^r	Février 2018 ^r	Mars 2018 ^p	Février à mars 2018	Mars 2017 à mars 2018
	millions de dollars				variation en %	
Canada	7 582,6	8 383,8	8 148,7	8 400,0	3,1	10,8
Résidentiel	4 815,3	5 296,2	5 258,6	5 380,0	2,3	11,7
Non résidentiel	2 767,3	3 087,6	2 890,1	3 019,9	4,5	9,1
Terre-Neuve-et-Labrador	33,4	81,3	53,9	33,1	-38,5	-0,9
Résidentiel	23,1	29,0	41,8	25,5	-39,0	10,6
Non résidentiel	10,3	52,4	12,0	7,6	-36,6	-26,3
Île-du-Prince-Édouard	18,3	25,8	27,7	20,0	-27,9	9,0
Résidentiel	13,0	20,0	22,2	18,0	-19,0	37,8
Non résidentiel	5,3	5,7	5,5	2,0	-63,8	-62,1
Nouvelle-Écosse	107,4	102,2	100,9	99,6	-1,3	-7,3
Résidentiel	66,7	54,2	71,1	66,2	-6,9	-0,8
Non résidentiel	40,7	48,0	29,8	33,4	12,0	-18,0
Nouveau-Brunswick	79,1	77,6	71,4	83,1	16,4	5,0
Résidentiel	40,7	41,2	42,3	32,2	-23,9	-20,9
Non résidentiel	38,5	36,4	29,1	51,0	75,0	32,4
Québec	1 350,6	1 603,6	1 467,0	1 785,9	21,7	32,2
Résidentiel	801,1	928,5	835,2	1 209,1	44,8	50,9
Non résidentiel	549,5	675,2	631,8	576,9	-8,7	5,0
Ontario	3 392,6	3 404,6	3 284,4	2 876,2	-12,4	-15,2
Résidentiel	2 184,9	2 165,0	2 062,5	1 729,6	-16,1	-20,8
Non résidentiel	1 207,7	1 239,6	1 221,9	1 146,6	-6,2	-5,1
Manitoba	211,5	233,7	271,3	240,3	-11,4	13,6
Résidentiel	133,8	139,9	175,5	117,4	-33,1	-12,2
Non résidentiel	77,7	93,8	95,7	122,9	28,4	58,1
Saskatchewan	168,5	185,8	128,5	156,9	22,1	-6,9
Résidentiel	96,3	82,9	74,4	70,3	-5,5	-27,0
Non résidentiel	72,2	103,0	54,1	86,6	60,1	20,0
Alberta	1 197,7	1 105,8	1 286,0	1 309,5	1,8	9,3
Résidentiel	701,2	689,0	851,3	849,8	-0,2	21,2
Non résidentiel	496,6	416,8	434,7	459,8	5,8	-7,4
Colombie-Britannique	1 015,9	1 554,5	1 445,8	1 769,3	22,4	74,2
Résidentiel	750,9	1 140,2	1 075,7	1 255,2	16,7	67,2
Non résidentiel	264,9	414,3	370,1	514,0	38,9	94,0
Yukon	5,8	2,9	2,9	7,7	165,4	32,8
Résidentiel	2,1	2,3	2,4	2,8	18,2	32,8
Non résidentiel	3,7	0,5	0,5	4,9	812,5	32,7
Territoires du Nord-Ouest	1,6	3,7	3,9	8,4	113,9	422,3
Résidentiel	1,5	1,8	1,9	1,7	-10,5	14,6
Non résidentiel	0,1	1,9	2,0	6,6	235,3	...
Nunavut	0,0	2,3	5,0	9,9	97,2	...
Résidentiel	0,0	2,3	F	F	F	F
Non résidentiel	0,0	0,0	2,7	7,6	181,5	...

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0021](#).

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données désaisonnalisées¹

	Mars 2017	Janvier 2018 ^r	Février 2018 ^r	Mars 2018 ^p	Février à mars 2018	Mars 2017 à mars 2018
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	6 086,7	6 520,1	6 153,0	6 430,2	4,5	5,6
St. John's	21,6	60,9	37,6	20,6	-45,2	-4,5
Halifax	67,9	55,0	55,2	48,6	-12,0	-28,4
Moncton	27,9	22,5	17,5	19,8	13,0	-29,0
Saint John	13,5	12,6	13,5	24,7	84,0	83,5
Saguenay	10,4	16,4	32,2	18,8	-41,6	81,8
Québec	124,5	133,4	147,5	161,7	9,6	29,9
Sherbrooke	27,9	32,2	33,8	37,4	10,4	33,8
Trois-Rivières	25,9	30,2	26,7	45,5	70,3	75,6
Montréal	788,9	970,7	801,3	975,0	21,7	23,6
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	237,2	254,9	262,0	256,7	-2,0	8,2
Partie Gatineau	37,1	32,0	37,2	43,8	17,9	18,0
Partie Ottawa	200,1	222,9	224,9	212,9	-5,3	6,4
Kingston	56,7	21,7	16,8	16,7	-0,7	-70,5
Belleville	19,0	16,8	14,4	11,3	-21,3	-40,4
Peterborough	10,8	14,2	12,8	13,8	7,7	27,5
Oshawa	128,2	127,2	62,6	156,9	150,6	22,5
Toronto	1 808,8	1 756,8	1 664,8	1 319,3	-20,8	-27,1
Hamilton	174,5	103,6	124,7	189,7	52,1	8,7
St. Catharines–Niagara	74,7	113,9	78,1	101,9	30,4	36,4
Kitchener–Cambridge–Waterloo	101,9	123,3	94,0	90,6	-3,7	-11,1
Brantford	23,3	20,3	18,0	8,7	-51,8	-62,7
Guelph	52,9	21,3	44,6	27,7	-38,0	-47,7
London	125,4	163,1	134,4	95,9	-28,6	-23,5
Windsor	64,7	43,2	41,7	42,5	1,9	-34,2
Barrie	57,0	38,4	31,7	29,9	-5,7	-47,5
Grand Sudbury	34,8	17,3	17,0	16,7	-2,0	-52,0
Thunder Bay	11,6	8,7	6,6	10,4	56,1	-10,2
Winnipeg	156,7	168,7	200,6	157,8	-21,3	0,8
Regina	52,8	51,7	39,1	44,3	13,3	-16,0
Saskatoon	76,1	93,7	57,0	82,2	44,2	8,0
Lethbridge	22,0	21,5	13,1	17,8	35,0	-19,3
Calgary	442,8	407,2	515,8	545,3	5,7	23,1
Edmonton	475,7	442,6	420,7	468,6	11,4	-1,5
Kelowna	106,1	57,1	54,0	83,3	54,1	-21,5
Abbotsford–Mission	28,3	63,9	42,9	35,6	-17,0	25,7
Vancouver	541,5	881,1	908,5	1 160,9	27,8	114,4
Victoria	94,8	154,2	111,2	93,7	-15,8	-1,1

r révisé

p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.**Source(s)** : Tableau CANSIM [026-0021](#).

Données offertes dans CANSIM : tableau [026-0021](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).